

Une bonne synthèse, pour remonter aux sources et découvrir qui veut la guerre, (et qui nous y « tirera par les cheveux », même si on n'est pas d'accord du tout) :

Les Kagan sont de retour ; les guerres vont suivre,

par Robert Parry

Source : [Consortium News](#), le 15/03/2017

Traduit par les lecteurs du site www.les-crises.fr. Traduction librement reproductible en intégralité, en citant la source.

Le 15 mars 2017

Exclusif : La famille "royale" néoconservatrice des Kagan compte sur les Démocrates et les prétendus progressistes pour jouer les fantassins dans la nouvelle campagne néoconservatrice qui vise à pousser les Républicains et le président Trump à engager d'autres guerres de « changement de régime ».

Par Robert Parry

La famille Kagan, fleuron de l'aristocratie néoconservatrice de l'Amérique, refait surface après s'être remise de n'avoir pas vu s'accroître son influence – ce que lui aurait offert l'élection d'Hillary Clinton – et d'avoir perdu son pouvoir officiel au début de la présidence Trump.



L'ancienne Secrétaire d'État adjointe aux Affaires européennes, Victoria Nuland, qui a milité pour le coup d'État en Ukraine et qui a contribué à choisir les dirigeants de l'après coup d'État. (Elle est l'épouse du théoricien néoconservateur Robert Kagan.)

La famille Kagan est de retour, pontifiant dans les tribunes des plus grands journaux. Elle incite maintenant à un élargissement de l'intervention militaire étatsunienne en Syrie et elle harcèle les Républicains pour qu'ils participent avec un peu plus d'enthousiasme à la chasse aux sorcières antirusse au sujet de la contribution présumée de Moscou à l'élection de Trump.

Dans une tribune du Washington Post datée du 7 mars, Robert Kagan, cofondateur du Project for the New American Century et l'un des principaux cerveaux de la guerre d'Irak, a attaqué les Républicains dont le peu d'empressement à enquêter faisait d'eux « des complices après coup de la Russie. »

Puis Frederick Kagan, directeur du Critical Threats Project à l'American Enterprise Institut néoconservateur et sa femme, Kimberly Kagan, qui a son propre groupe de réflexion, l'Institut for the Study of War (Institut pour l'étude de la guerre), vantaient, dans une tribune du Wall Street Journal du 15 mars, les avantages d'un renforcement de l'intervention américaine en Syrie.

Pourtant, quelle que soit l'influence que gardent les Kagan à Washington, dans le monde des groupes de réflexion et des tribunes libres, ils demeurent presque totalement à l'écart des centres du pouvoir de la nouvelle ère Trump, même si, semble-t-il, ils ont vu une porte qu'on pouvait forcer.

Il y a un an, cependant, leurs perspectives avaient l'air bien plus exaltant. Ils pouvaient faire leur choix parmi un grand nombre de candidats républicains néoconservateurs à la présidence ou, comme Robert Kagan, ils pouvaient soutenir la candidate de l'establishment démocrate, Hillary Clinton, dont « l'interventionnisme progressiste » se confondait quasiment avec le néo conservatisme et n'en différait que par les explications rationnelles invoquées pour justifier toujours davantage de guerres.

Il y avait aussi l'espoir qu'Hillary Clinton présidente reconnaîtrait sa communauté de vues avec les faucons progressistes et les néoconservateurs en donnant une promotion à la femme néoconservatrice de Robert Kagan, Victoria Nuland, qui passerait du poste de secrétaire d'État adjointe aux Affaires européennes à celui de secrétaire d'État.

Alors ils auraient bénéficié d'un formidable élan pour à la fois augmenter l'intervention militaire américaine en Syrie et accroître l'escalade de la nouvelle guerre froide avec la Russie, remettant l'idée de « changement de régime » pour ces deux pays à l'ordre du jour. Ainsi, au début de l'an dernier, les opportunités semblaient infinies pour la famille Kagan qui allait pouvoir montrer sa force et engranger beaucoup d'argent.

Une affaire de famille

Comme je l'ai fait remarquer il y a deux ans dans un article intitulé "[Une affaire de famille de guerre sans fin](#)" : « Le commentateur néoconservateur Robert Kagan et sa femme, la secrétaire d'État adjointe aux Affaires européennes Victoria Nuland, sont à la tête d'une affaire de famille remarquable : elle, elle a déclenché une vraie guerre en Ukraine et elle a contribué à provoquer une seconde Guerre froide avec la Russie, et lui, il intervient pour exiger que le Congrès augmente le budget de l'armée afin que l'Amérique puisse faire face à ces nouvelles menaces contre la sécurité.



L'intellectuel néoconservateur bien connu Robert Kagan. (Photo credit : Mariusz Kubik, <http://www.mariuszkubik.pl>)

« Cet extraordinaire duo conjugal représente, pour le complexe militaro-industriel, deux forces qui s'unissent, une équipe dedans-dehors qui crée le besoin d'un budget militaire plus important, use de pressions politiques pour assurer des dotations plus élevées et regarde avec reconnaissance les marchands d'armes offrir de généreuses donations aux groupes de réflexion bellicistes de Washington.

« Non seulement la communauté des néoconservateurs dans son ensemble bénéficie de ces largesses, mais c'est le cas aussi d'autres membres du clan Kagan, y compris celui du frère de Robert, Frederick de l'American Enterprise Institute, et de sa femme Kimberly qui dirige sa propre agence, l'Institute for the Study of War. »

Cependant, les événements ne se sont pas déroulés tout à fait comme les avaient imaginés les Kagan. Les Républicains néoconservateurs ont trébuché lors des primaires et c'est Trump qui a gagné, et après qu'Hillary Clinton a renvoyé le sénateur Bernie Sanders dans les cordes et qu'elle a été nommée candidate pour les Démocrates, elle a perdu devant Trump lors de la présidentielle.

A la suite de sa surprenante victoire, Trump, en dépit de ses nombreuses lacunes, a reconnu ne pas être proche des néoconservateurs et les a laissés, pour la plupart, à la porte. Nuland a non seulement perdu son poste de secrétaire d'État adjointe mais elle a aussi démissionné du département d'État.

Trump à la Maison-Blanche, l'establishment de la politique étrangère de Washington, dominé par les néoconservateurs, avait pris un coup, mais il n'était pas au tapis. Les néoconservateurs ont reçu alors une bouée de sauvetage de la part des Démocrates et des progressistes qui détestaient Trump à un point tel qu'ils ont été ravis de reprendre le flambeau de la nouvelle Guerre froide de Victoria Nuland avec la Russie. Participant à un plan douteux pour écarter Trump du pouvoir, les Démocrates et les progressistes ont monté en épingle des accusations sans preuve selon lesquelles la Russie se serait entendue avec l'équipe de Trump afin de truquer l'élection américaine.

L'éditorialiste du New York Times, Thomas L. Friedman, a parlé pour nombre d'entre eux quand il a comparé la présumée « ingérence » de la Russie dans les élections avec le bombardement de Pearl Harbour et les attentats du 11-Septembre par al-Qaïda.

Dans l'émission Morning Joe sur MSNBC, il [a exigé](#) que les accusations de piratage contre la Russie soient traitées comme un casus belli. « C'était un événement de la même ampleur que le 11-Septembre, a-t-il déclaré. Ils ont attaqué le cœur de notre démocratie. C'était un événement de l'ampleur de Pearl Harbour. » Aussi bien Pearl Harbour que le 11-Septembre ont mené à des guerres.

Ainsi beaucoup de progressistes, aveuglés par leur haine de Trump, ont-ils favorisé le retour des néoconservateurs.

Le harcèlement des Républicains

Robert Kagan [a choisi](#) la page des tribunes libres du Washington Post pour harceler des Républicains qui comptent, comme le représentant Devin Nunes, président du House Intelligence Committee, qui se trouvait en photo au-dessus de l'article et de son titre « Roulant pour une ingérence de la Russie ».



Le général David Petraeus devant le Capitole avec Kimberly Kagan, fondatrice et présidente de l'Institute for the Study of War. (Photo credit : ISW's 2011 Annual Report)

« Il aurait été impossible d'imaginer il y a un an, » écrit Kagan, « que des dirigeants du Parti républicain aideraient effectivement les Russes à s'ingérer dans le système politique de notre pays. Pourtant, et c'est incroyable, c'est le rôle que joue le Parti républicain. »

Kagan a alors repris la doxa des responsables de Washington qui acceptaient, sans émettre le moindre doute, les allégations des directeurs sortants des services de renseignement de la présidence Obama, à savoir que la Russie avait piraté les mails des Démocrates et les avait publiés via WikiLeaks pour gêner la campagne de Clinton.

Bien que les responsables du renseignement d'Obama [n'aient fourni aucune preuve](#) pour étayer ce qu'ils avançaient et que WikiLeaks ait nié avoir reçu ces deux liasses de mails des Russes, les officiels de Washington ont largement admis ces allégations, les considérant comme des motifs pour discréditer Trump et essayer de le destituer.

Passant sous silence le conflit politique d'intérêts de ceux qui avaient été nommés par Obama, Kagan a estimé que « vu l'importance de cette découverte particulière [l'ingérence de la Russie], les preuves doivent être déterminantes » et cela justifie « une enquête sérieuse, d'une grande ampleur et transparente. »

Kagan, cependant, doit aussi avoir compris quelle opportunité de revenir au pouvoir constituait pour les néoconservateurs ce rideau de fumée d'une nouvelle Guerre froide avec la Russie.

Il a déclaré : « La question la plus importante concerne la capacité de la Russie à manipuler les élections des États-Unis. Ce n'est pas un problème politique. C'est un problème de sécurité nationale. Si le gouvernement russe s'est effectivement ingéré dans les processus électoraux des États-Unis l'an dernier, alors il a la capacité de le faire dans toutes les autres élections à partir de maintenant. C'est une arme puissante et dangereuse, plus redoutable que des vaisseaux de guerre, des chars ou des bombardiers.

« Ni la Russie ni aucun autre adversaire éventuel n'a le pouvoir de mettre à mal le système politique étatsunien avec des armes de guerre. Mais en instillant des doutes sur la validité, l'intégrité et la fiabilité des élections des États-Unis, elle peut saper les bases de ce système. »

Une réalité différente

Le ton de la tribune de Kagan était alarmiste, mais la réalité était bien différente. Même si les Russes ont effectivement piraté les mails des Démocrates et les ont, d'une façon ou d'une autre, fait passer à WikiLeaks, affirmation non étayée et controversée d'ailleurs, ces deux séries de mails n'ont pas joué un rôle si important dans le résultat de l'élection.



L'ancienne secrétaire d'État Hillary Clinton et le sénateur Bernie Sanders. (NBC photo)

Selon Hillary Clinton, le responsable de sa défaite surprise, c'est le directeur du FBI James Comey qui a

ré-ouvert brièvement l'enquête sur le serveur privé dont elle se servait quand elle était secrétaire d'État.

En outre, tout porte à croire que les mails publiés par WikiLeaks étaient authentiques et révélaient les agissements illicites des dirigeants des Démocrates, comme la manière dont le Comité national du Parti démocrate a lésé Bernie Sanders et favorisé Hillary Clinton. Dans les mails du directeur de campagne de Clinton John Podesta, on a pu lire les discours rétribués que Clinton avait prononcés devant les financiers de Wall Street et qu'elle essayait de cacher aux électeurs, sans oublier quelques exemples d'octroi de marchés aux donateurs de la Fondation Clinton.

En d'autres termes, la publication de WikiLeaks a contribué à informer les électeurs américains à propos des irrégularités du processus démocratique dans leur pays. Les mails n'étaient pas de la « désinformation » ni des « fausses nouvelles », ils contenaient de vraies informations.

On a eu cette semaine une communication d'informations semblable à celles qui s'étaient produites avant l'élection. On a fait fuiter, en effet, des informations sur les feuilles d'impôts de Trump, lesquelles sont protégées par la loi. Cependant, à part le camp Trump, presque personne n'a jugé que la publication illicite des feuilles d'impôts d'un citoyen constituait, quelque part, une menace contre la démocratie américaine.

Les Américains ont le droit de connaître ce genre de détails à propos d'un candidat à la Maison-Blanche, c'était le sentiment général. Je suis tout à fait d'accord, mais est-ce qu'il ne s'ensuit pas également que nous avons le droit de savoir que le Comité du Parti démocrate abusait de son pouvoir pour faciliter la nomination de Clinton, le droit de savoir ce que contenaient les discours prononcés devant les banquiers de Wall Street et le droit de savoir que des gouvernements étrangers cherchaient à se faire attribuer des marchés en faisant des donations à la Fondation Clinton ?

Pourtant, parce que les hauts fonctionnaires nommés par Obama dans la communauté du renseignement « estiment » que la Russie était la source des mails de WikiLeaks, cette attaque contre la démocratie des États-Unis justifie une Troisième Guerre mondiale.

Toujours plus de propos inconsidérés

Accuser cependant, sans preuve, la Russie de fragiliser la démocratie des États-Unis n'était pas suffisant pour Kagan. Il a affirmé comme un « fait », bien que, une fois de plus, il n'ait pas présenté de preuves, les éléments suivants : la Russie « s'ingère dans les élections à venir de la France et de l'Allemagne, et elle s'est déjà ingérée dans le récent référendum italien et dans de nombreuses autres élections en Europe. Elle utilise cette arme contre autant de démocraties qu'elle peut pour saper la confiance des citoyens dans les institutions démocratiques. »



Le Secrétaire d'État des États-Unis, John Kerry, accompagné de la secrétaire d'État adjointe aux Affaires européennes et eurasiennes Victoria « Toria » Nuland, s'adresse au président russe Vladimir Poutine lors d'une réunion au Kremlin à Moscou, en Russie, le 14 juillet 2016. [Photo du Département d'État]

Les dirigeants à Washington et les médias traditionnels ont beaucoup déploré leur impuissance au sujet de l'ère « post-vérité », mais ces prétendus avatars de la vérité sont aussi coupables que quiconque, agissant comme si la répétition constante d'une allégation non étayée de faits revenait à la prouver.

Mais ce que Kagan et d'autres néoconservateurs ont à l'esprit est clair : c'est une escalade des hostilités avec la Russie et une augmentation substantielle des dépenses consacrées au matériel militaire américain et à la propagande occidentale pour « contrer » ce qui est considéré comme une « propagande russe ».

Kagan l'admet, il a déjà beaucoup de Démocrates et de progressistes de premier plan de son côté. Donc, il cherche à forcer les Républicains à se joindre à cette campagne hystérique de dénigrement contre la Russie, quand il écrit :

« Mais ce sont les Républicains qui les couvrent. Le chef actuel du parti, le président, remet en cause les découvertes, les motivations et l'intégrité de la communauté du renseignement. Les dirigeants républicains au Congrès se sont opposés à la création d'un comité spécial d'enquête, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Congrès. Ils ont insisté pour que les enquêtes soient menées par les deux comités de renseignement.

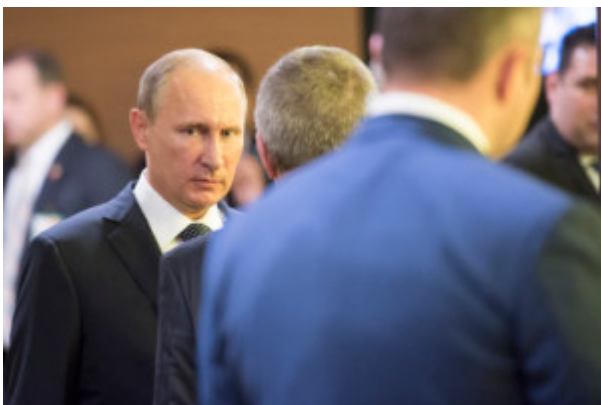
« Pourtant, le président républicain du comité à la Chambre a indiqué que cette enquête n'était pas bien urgente et il a même mis en cause la gravité et la validité des accusations. Le président républicain du comité au Sénat a abordé cette tâche à contrecœur.

« En conséquence, on a l'impression que les enquêtes avancent avec une lenteur délibérée, produisant peu d'informations et en fournissant encore moins au public. Il est difficile de ne pas conclure que c'est précisément l'intention de la direction du Parti républicain, à la fois à la Maison-Blanche et au Congrès. ...

« Lorsque les Républicains s'opposent à des enquêtes approfondies, transparentes et immédiates, ils deviennent complices de la Russie après coup. »

Mentir avec les néoconservateurs

Beaucoup de démocrates et de progressistes peuvent trouver encourageant qu'un néoconservateur de premier plan, qui a contribué à ouvrir la voie de la guerre en Irak, soit désormais de leur côté pour dénigrer les Républicains coupables de ne pas se joindre avec enthousiasme à la dernière chasse aux sorcières russe. Mais ils pourraient également réfléchir un instant et se demander comment ils ont pu laisser leur haine de Trump les conduire à s'allier avec les néoconservateurs.



Le président russe Vladimir Poutine, après son discours à l'Assemblée générale des Nations Unies, le 28 septembre 2015. (Photo de l'ONU)

Mercredi, dans The Wall Street Journal, Frederick, le frère de Robert Kagan, et sa femme, Kimberly, sont allés plus loin en présentant le vieux rêve des néocons d'une invasion américaine à grande échelle

en Syrie, projet qui a été mis en attente en 2004 à cause des échecs militaires des États-Unis en Irak.

Cependant, les néoconservateurs sont avides, depuis longtemps, d'un « changement de régime » en Syrie et n'ont pas été satisfaits par ce qu'a fait Obama en armant les rebelles antigouvernementaux et par l'implication limitée de forces spéciales dans le nord de la Syrie afin de contribuer à la reconquête de la « capitale » de l'EI, Raqqa.

Dans leur tribune du Wall Street Journal, Frederick et Kimberly Kagan appellent à l'ouverture d'un nouveau front dans le sud-est de la Syrie.

« Les forces armées américaines seront nécessaires. Mais les États-Unis peuvent recruter de nouveaux partenaires sunnites en combattant avec eux dans leur pays. Au départ, le but doit être de se battre contre l'EI parce qu'il contrôle, en Syrie, les dernières zones où les États-Unis peuvent raisonnablement espérer trouver des alliés sunnites qui ne soient pas sous l'influence d'al-Qaïda. Mais après la défaite de l'EI, il faudra lever une armée arabe sunnite capable de vaincre al-Qaïda et de contribuer à négocier un règlement de la guerre.

« Les États-Unis devront faire pression auprès du régime d'Assad, de l'Iran et de la Russie pour mettre fin au conflit dans des conditions que les arabes sunnites acceptent. Ce sera plus facile si on dispose d'une base sûre, indépendante et influente à l'intérieur de la Syrie. Le président Trump devrait s'affranchir des raisonnements erronés et de la planification inadaptée hérités de son prédécesseur. Il peut transformer cette lutte, mais seulement en transformant l'approche qu'en a l'Amérique »

Un nouveau plan pour la Syrie

En d'autres termes, les néoconservateurs sont de retour avec leur habileté à jouer avec les mots et leurs manœuvres stratégiques pour amener les forces armées étatsuniennes à accomplir un projet de « changement de régime » en Syrie.

Ils pensaient avoir quasiment atteint ce but en faisant porter au gouvernement syrien la responsabilité de la mystérieuse attaque au gaz sarin qui a eu lieu dans la banlieue de Damas le 21 août 2013 et en piégeant ainsi Obama qui se serait trouvé forcé de lancer une attaque aérienne d'envergure contre l'armée syrienne.

Mais le président Vladimir Poutine est intervenu et il a réussi à ce que le président syrien Bachar el-Assad livre toutes ses armes chimiques, même si ce dernier continuait à nier avoir joué le moindre rôle dans l'attaque au sarin.

L'intercession de Poutine, en mettant en pièces le rêve des néoconservateurs d'un « changement de régime » en Syrie, l'a propulsé en haut de la liste de leurs ennemis. Des néoconservateurs importants, comme Carl Gershman, président du National Endowment for Democracy, n'ont pas tardé alors à prendre l'Ukraine pour cible, ce qui, pour Gershman, constituait « [la plus belle récompense](#) » et une première étape qui devait aboutir à la destitution de Poutine à Moscou.

C'est à la secrétaire adjointe Victoria « Tora » Nuland qu'est revenu [de superviser le « changement de régime »](#) en Ukraine. L'un des coups de fil qu'elle a donné sur une ligne non sécurisée fin janvier ou début février 2014 a été intercepté, et on l'y entend parler avec l'ambassadeur en Ukraine, Geoffrey Pyatt, d'« arranger » ou d'« accoucher » un changement dans le gouvernement élu du président Viktor Ianoukovitch.

Quelques semaines plus tard, les combattants néonazis et ultranationalistes étaient en première ligne de l'attaque violente contre les bâtiments gouvernementaux et ont forcé Ianoukovitch et d'autres responsables à s'enfuir pour sauver leur vie tandis que le gouvernement étatsunien se dépêchait de saluer le gouvernement issu du coup d'État comme « légitime ».

Mais le putsch ukrainien a conduit à la sécession de la Crimée et à une sanglante guerre civile dans l'est de l'Ukraine contre la minorité ethnique russe, des événements que le département d'État et les médias occidentaux ont qualifié d'« agression russe » ou d'« invasion russe ».

Ainsi, depuis les dernières années de l'administration Obama, tout était en place pour que les néoconservateurs et la famille Kagan mènent à bien la dernière étape de leur plan stratégique qui consistait à acculer la Russie et à instituer un « changement de régime » en Syrie.

Tout ce qu'il fallait, c'était qu'Hillary Clinton soit élue présidente. Pourtant, étonnamment, ces plans si

bien conçus ont échoué. Bien qu'il ne soit pas, d'une manière générale, apte à la présidence, Trump a battu Clinton, amère déception pour les néoconservateurs et leurs alliés progressistes interventionnistes.

Pourtant, la prétendue #Resistance à la présidence de Trump et l'utilisation sans précédent par le président Obama de ses agences de renseignement pour dépeindre Trump comme un « candidat vendu aux Russes » a donné un nouvel espoir aux néoconservateurs pour la mise en œuvre de leur ordre du jour.

Il ne leur a fallu que quelques mois pour se réorganiser et se regrouper, mais ils ont maintenant l'espoir d'exercer sur Trump, à propos de la Russie, une pression si forte qu'il n'aura plus d'autre choix que de se laisser convaincre par leurs plans bellicistes.

Comme c'est souvent le cas, la famille Kagan a défini la stratégie : forcer les républicains à se joindre à la campagne de dénigrement de la Russie et à persuader un Trump radouci de lancer une invasion à grande échelle de la Syrie. Et dans cette entreprise, les Kagan utilisent Démocrates et progressistes comme fantassins.

Robert Parry.

Le journaliste d'investigation Robert Parry a dévoilé une grande partie des scandales Iran-Contra pour l'Associated Press et Newsweek dans les années 1980.

Source : [Consortium News](#), le 15/03/2017

Traduit par les lecteurs du site www.les-crises.fr. Traduction librement reproductible en intégralité, en citant la source.

<http://www.les-crises.fr/les-kagan-sont-de-retour-les-guerres-vont-suivre-par-robert-parry/>

Fil Facebook correspondant à ce billet :

<https://www.facebook.com/etienne.chouard/posts/10155235702292317>